

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU BASSIN D'AUBENAS

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
SEANCE DU 16 DECEMBRE 2025

L'an deux mille vingt-cinq et le 16 décembre, le Conseil Communautaire s'est réuni au nombre prescrit par ses statuts, au siège de la CCBA à Ucel, en session ordinaire, sous la présidence de M Max TOURVIELHE, Président de la Communauté de communes du Bassin d'Aubenas.

La séance est ouverte à 19H30 en présence de :

PRESENTS JY MEYER , M BOUSCHON, J DAUMAS, C FAURE, P GAILLARD, C HADDAD, R KAPPEL, B PERRUSSET (proc de G FANGIER), E ROCHE (proc de I NGUYEN), E SAUGET, J SOUBEYRAND (proc de S CIVIER), MF TASTEVIN, JF DURAND, JC COURT, S CAVIGGIA, JY PONTHER, S GENEST, G SAUCLES, C PASTRE, P DUPONT (proc de JP LARDY), R MOULIN, D BERAL, B TEYSSIER, J LAFFONT, G ANTONY, M GUYON, P ROUX, P CORTIAL, MF MARTIN (proc de MC SAUSSAC), J SEBASTIEN, JL ARNAUD, S REYNIER, C WIOT, J BOYER, F SOULAVIE, A ROUSSET, B SOUCHE (proc de F CHASSON), M CEYSSON, M TOURVIELHE (proc de P MAISONNEUVE), M TAUPENAS et A LAURENT.

Nombre de conseillers

En exercice : 52

Présents : 41

Procurations : 7

Votants : 48

Absents : 4

Date de convocation : 09/12/2025

Secrétaire de séance : Jacky SOUBEYRAND

Absents : A GUIBERT-BATTAINI, V VANDUYNLAGER, M CHAZE et G DOZ.

En présence des suppléants non-votants : JP MARRON et O BOISSIN.

Objet : Instauration d'un droit de préemption urbain (DPU) sur la commune de Aizac.

Vu les articles L.211-1 et R.211-2 du Code de l'urbanisme,

Vu la carte communale de la commune d'Aizac approuvée en date du 3 mars 2008 et par arrêté préfectoral n° 2008-148-25 du 27 mai 2008,

Vu la compétence de la CCBA « Plan Local d'Urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et de carte communale », laquelle entraîne avec elle l'exercice de plein droit de la compétence « Droit de Préemption Urbain » (DPU),

Vu la délibération du conseil municipal d'Aizac en date du 30 octobre 2025 sollicitant l'instauration d'un DPU sur les parcelles cadastrées section AH n° 421p, 452 et 449 afin de lui permettre la réalisation d'une opération ayant pour objet de lutter contre l'insalubrité et l'habitat indigne ou dangereux, de permettre le renouvellement urbain et de mettre en œuvre un projet urbain.

Considérant le projet de la commune d'acquérir ces parcelles partiellement bâties situées en centre bourg pour éviter qu'elles ne deviennent une friche et de proposer ensuite des logements réhabilités à la location ainsi qu'une épicerie/commerce en rez de chaussée.

Cet aménagement contribuera à renforcer l'attractivité de la commune tant pour ses habitants actuels que pour les futurs résidents.

De plus, ces parcelles sont contiguës à un tènement, déjà propriété de la commune, qui accueille la salle polyvalente, des logements communaux et une grande esplanade servant de parking.

Considérant que les parcelles assiettes du projet sont situées en zone Constructible de la carte communale, que le projet revêt un caractère d'intérêt général, il est proposé d'instaurer le DPU sur les parcelles cadastrées section AH n° 421p, 452 et 449 de la communale d'Aizac.

La commune a également demandé dans cette même délibération que lui soit délégué ce DPU.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- Approuve l'instauration d'un périmètre de DPU sur la commune d'Aizac sur le périmètre annexé comprenant les parcelles cadastrées section A n° 421p, 432 et 449, situées en zone C de la carte communale,

- Délègue à la commune d'Aizac l'exercice du droit de préemption urbain ;

- Précise que mention de cette délibération sera publiée dans 2 journaux diffusés dans le département et que la délibération sera affichée au siège de la CCBA et à la mairie d'Aizac pendant un mois,

- Précise que copie de cette délibération sera adressée :

- à Monsieur le Préfet
- à Madame la Directrice Départementale des Territoires
- à Madame la Directrice Départementale des Services Fiscaux
- à la Chambre Départementale des Notaires
- au Barreau constitué près le Tribunal Judiciaire de Privas
- au greffe du Tribunal Judiciaire de Privas

- Autorise le Président à mettre tout en œuvre pour l'exécution des présentes.

Pour extrait certifié conforme

Fait à UCEL, le 17 décembre 2025.

Le Président, Max TOURVIELHE



Le Secrétaire de séance, Jacky SOUBEYRAND.